

MINISTERE DES MINES
ET DES CARRIERES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU
CADASTRE MINIER ET DE
L'INFORMATION MINIERE

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Décision N° 17 - 006 /MMC/SG/DGCMIM
portant octroi d'une autorisation d'exploitation
artisanale traditionnelle du site aurifère de
TINDANGOU 1, situé dans la Province du
Kompienga à monsieur ONADJA Jean Luc.

LA DIRECTRICE GENERALE DU CADASTRE MINIER
ET DE L'INFORMATION MINIERE

visa CF n° 99
12 MAR 2017

- VU la Constitution ;
- VU Loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n° 2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2017-036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'Arrêté n° 2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n° 2002/056/MCE/SG/DGMGC du 23/07/2012 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2002/057/MCE/SG/DGMGC du 23/7/2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2002/058/MCE/SG/DGMGC du 23/7/2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la demande de monsieur ONADJA Jean Luc enregistrée le 14 octobre 2016;



- VU l'arrêté n°2016-458/MEEVCC/CAB du 23/11/2016 portant émission d'avis conforme sur la faisabilité environnementale du projet d'exploitation artisanale d'or à Tindangou dans la commune urbaine de Pama, province de la kompienga, région de l'Est par monsieur **ONADJA Jean Luc** ;
- VU l'avis favorable de la Délégation Spéciale de la Commune de Pama, en date 22/12/2016 ;
- VU la lettre n°017-0113/MEMC/SG/DGCMIM du 15/02/2017 portant invite à payer des droits fixes d'octroi ;
- VU la quittance n°312719 du 23/02/2017 de paiement effectif des droits d'octroi fixés à cinq cent mille (500 000) Francs CFA.

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est accordé, une autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle pour l'or du site de **TINDANGOU 1**, situé dans le Département de Pama, Province du Kompienga, à monsieur **ONADJA Jean Luc**.

ARTICLE 2 : La superficie de l'autorisation d'exploitation objet de la présente décision est de 1 km².

Les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM des sommets du périmètre de cette autorisation sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	258 550	1 237 020
B	258 550	1 238 020
C	259 550	1 238 020
D	259 550	1 237 020
Ellipsoïde : Clark 1880 Datum : Adindan Zone 31 N		

ARTICLE 3 : La présente décision est valable pour une durée de deux (02) ans à compter de sa date de signature.

Elle n'est renouvelable que si le bénéficiaire est en règle au regard de la législation minière, de ses obligations fiscales et sous réserve de l'accord du détenteur du permis de recherche couvrant cette zone.

ARTICLE 4 : Monsieur **ONADJA Jean Luc**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, doit exploiter les substances minérales de façon rationnelle en respectant les normes de sécurité et d'hygiène, de préservation de l'environnement et de commercialisation des produits conformément à la réglementation en vigueur. L'utilisation des explosifs pour l'extraction et celle des produits chimiques pour la concentration sont prohibées.

Monsieur **ONADJA Jean Luc**, a l'obligation de remettre en état le site exploité.

ARTICLE 5 : Monsieur **ONADJA Jean Luc**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, est tenu d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière, un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire et un rapport d'activités au terme de l'année calendaire. Le contenu de ces rapports doit être conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur **ONADJA Jean Luc** a l'obligation d'interdire l'accès du site aurifère aux enfants de moins de 18 ans.

ARTICLE 7 : La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature et sera publiée au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera. *As*

Ouagadougou, le 29 MAR 2017

Ampliations :

- 1- SP/CABINET
- 1-ITS
- 2-DGCMIM
- 1- DGMG C
- 1-ANEEMAS
- 1-BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1-DGI / MINEFID
- 1-INTERESSE
- 1- GOUVERNORAT EST
- 1- HC du Kompienga
- 1- PREFECTURE DE Pama
- 1- MAIRIE DE LA COMMUNE DE PAMA
- 1 - J.O.
- 1 - CLASSEMENT.



[Signature]
Aïssata TAPSOBA/SY
Chevalier de l'Ordre National